

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 22/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **RAFFINERIE DU MIDI**

76 rue d'Amsterdam - 75009 Paris

Références : UD34/H4/SM/2023-109  
Code AIOT : 0006600874

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement RAFFINERIE DU MIDI implanté 34540 Balaruc-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAFFINERIE DU MIDI
- 34540 Balaruc-les-Bains
- Code AIOT : 0006600874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de l'ancienne raffinerie du Midi, à Balaruc-les-Bains, couvre une superficie d'environ 8 hectares situés en bordure de l'Étang de Thau. Il a accueilli depuis le début du XXème siècle et jusqu'en 1993 des activités de raffinage puis de stockage de produits pétroliers. Au moment de son démantèlement en 1994, la capacité du site était de 62489 m<sup>3</sup> répartis en 17 réservoirs aériens. Les diagnostics environnementaux ont mis en évidence une pollution du site principalement par des hydrocarbures avec localement une phase de surnageant. Les travaux de dépollution, démarrés en 2004, ont été rapidement interrompus suite à de nombreuses plaintes relatives aux odeurs, puis ont repris en 2010.

Les travaux ont consisté, initialement, en un traitement de la pollution des sols par bioventing (extraction sous vide) de la zone non saturée avec bioremédiation in-situ contrôlée, et un traitement des eaux souterraines par pompage/écrémage. Ce dispositif a fonctionné de 2010 à 2013. Puis, à partir de mars 2014, un système de traitement in-situ par extraction multi-phase a été mis en place sur la partie Est du site. Par ailleurs, environ 3740 tonnes d'hydrocarbures pâteux ont été excavés en 2012 et évacués vers des filières de traitement autorisées (SITA Bellegarde). De nouvelles excavations ont eu lieu en 2021 et la dépollution du site est en cours de finalisation avec le traitement des eaux souterraines au droit d'une zone récalcitrante situé au pied d'un massif calcaire.

**Le thème de visite retenu est le suivant :** mise en oeuvre des actions de dépollution des sols et des eaux souterraines prescrites par l'arrêté préfectoral du 4 août 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des eaux souterraines	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2 et 7	Traitement arrêté sans l'accord de l'inspection

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dépollution des sols	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.1 et 7	Observation formulée sur l'absence d'une cartographie de la pollution résiduelle
3	Surveillance des eaux souterraines et superficielles	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2	Observation formulée sur l'état du piézomètre Ps5

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de dépollution des sols sont terminés. Concernant les eaux souterraines, une zone récalcitrante en bordure du massif calcaire, en partie est du site, fait l'objet d'un traitement par écrémage passif qui a été interrompue fin décembre 2021 sans que l'inspection n'en ait été informée avant le jour de la visite et sans que les éléments justifiant l'absence d'efficacité du traitement n'ait été transmise. L'inspection demande à ce que le traitement soit remis en oeuvre.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dépollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.1 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépollution des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <u>article 2-1:</u> La société Raffinerie du midi met en œuvre les travaux de dépollution liés au retrait des derniers concentrés dans les sols identifiés ....//... Le retrait de ces concentrés de pollution dans les sols doit être achevé au plus tard le 31 décembre 2021.  <u>article 7:</u> rapport de fin des travaux de dépollution des sols Dans un délai de 6 mois à compter de la fin des travaux d'excavation des sols pollués... l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution ...//... Ce rapport précisera notamment les volumes effectifs des terres excavées, des terres réutilisées et des terres éliminées hors site et fournira une cartographie des teneurs résiduelles des sols sur site (moyenne et maximum sur les différentes zones traitées et non traitées, comprenant pour ces dernières les justifications d'exemption) en zone non saturée et en zone de battement/zone saturée.
<b>Constats :</b> Une inspection avait été réalisée le 8 novembre 2021 pour vérifier les conditions de mise en œuvre du chantier de dépollution au démarrage des excavations. Le rapport de fin des travaux transmis, daté du 3 octobre 2022, précise que les excavations ont eu lieu du 2 novembre 2021 au 2 décembre 2021. 8000 tonnes de déblais ont été excavées en zone "hot spots"; 3600 tonnes de déblais ont été éliminées en centre de traitement; 3500 tonnes de matériaux d'apport extérieur ont été utilisées pour remblayer les excavations. Les bordereaux de suivi des déchets sont joints en annexe du rapport de fin des travaux.  Par contre, l'article 7 de l'arrêté préfectoral demande à l'exploitant de fournir avec le rapport de fin de travaux "une cartographie des teneurs résiduelles des sols sur site (moyenne et maximum sur les différentes zones traitées et non traitées, comprenant pour ces dernières les justifications d'exemption)". Cette cartographie n'a pas été fournie.  <b>Observation n°1:</b> L'exploitant fournira, sous 6 mois, la cartographie des teneurs résiduelles des sols sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Traitement des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 2.2 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescriptions contrôlées :</b></p> <p><u>article 2-2:</u> La société Raffinerie du midi met en œuvre un traitement d'écémage passif de la pollution résiduelle des eaux souterraines.</p> <p>Pour ce traitement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- avant le 31 août 2021, toutes données techniques utiles concernant le procédé mis en œuvre en justifiant le choix et le nombre des ouvrages concernés,</li><li>- avant le 31 août 2021, pour avis, une stratégie d'arrêt de ce traitement,</li><li>- un bilan du traitement dans un délai d'un mois après 6 mois de traitement d'écémage passif.</li></ul> <p><u>article 7:</u> rapport de fin des travaux de dépollution des sols</p> <p>Dans un délai de 6 mois à compter de la fin des travaux d'excavation des sols pollués et de traitement des eaux souterraines, l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution. ...//...</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter de l'arrêt du traitement d'écémage passif des eaux souterraines, l'exploitant transmet au préfet de l'Hérault un rapport d'exécution des travaux.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 8 novembre 2021, le dispositif d'écémage passif était constitué de 9 ouvrages: S101, S107, S131, S133, S134, A3, SC2, PzPinède, S171. Les inspecteurs avaient pu vérifier la non saturation des écremeurs.</p> <p>Le 22 mai 2023, l'inspection n'a pas pu voir le niveau de saturation des écremeurs. L'exploitant a indiqué que le dispositif de traitement avait été retiré fin décembre 2021, considérant que, selon l'article 2.2, la durée de traitement était de 6 mois.</p> <p>L'inspection a rappelé:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- que le dispositif de traitement ne devait pas être arrêté sans l'accord de l'inspection des installations classées et qu'un protocole d'arrêt devait être transmis à l'inspection à cet effet (article 2-2 de l'AP du 4 août 2021); ce protocole qui doit prévoir par exemple que l'épaisseur de flottant doit être inférieure à x cm pendant y mois consécutifs, n'a pas été transmis;</li><li>- qu'un bilan à l'issue des 6 premiers mois de traitement aurait dû être transmis à l'inspection des installations classées; ce bilan a été présenté lors de la visite et le rapport présentant ces résultats a été transmis par mail le jour suivant la visite.</li></ul> <p>L'exploitant s'est engagé à équiper de nouveau les 9 ouvrages d'écremeurs passifs afin d'observer l'évolution de la quantité de flottant depuis l'arrêt du traitement fin 2021 et l'évolution des éventuelles recharges.</p> <p><b>Non-conformité n°1:</b> L'exploitant justifiera, sous 1 mois, le redémarrage du dispositif d'écémage passif dans les 9 ouvrages dédiés. Il transmettra, sous 6 mois, une proposition de protocole d'arrêt du traitement ainsi que les premiers résultats suite au redémarrage du traitement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Surveillance des eaux souterraines et superficielles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/08/2021, article 6.1 et 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines et superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>article 6.1:</u> surveillance de la qualité des eaux souterraines ... La fréquence des analyses sera mensuelle jusqu'à 3 mois après les travaux avant de passer trimestrielle pendant 1 an puis semestrielle l'année suivante. Un bilan quadriennal sera transmis au préfet à l'issue de la dernière campagne semestrielle et proposera si besoin d'adapter le suivi....  <u>article 6.2:</u> surveillance de la qualité des eaux superficielles La surveillance d'écoulements éventuels dans l'Étang de Thau est assurée par les 4 points de prélèvements existants positionnés autour du site. Une cartographie localisant l'ensemble de ces ouvrages est jointe en annexe II du présent arrêté. L'exploitant doit réaliser des prélèvements et des analyses des eaux de l'étang à la même fréquence que pour les eaux souterraines. Lors de ces campagnes, l'exploitant réalisera, un examen visuel des berges de l'Étang de Thau autour du port Suttel afin de s'assurer de l'absence d'écoulements suspects pouvant provenir du site...
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles pour les périodes d'octobre 2022 à mars 2023.  La surveillance des eaux souterraines montre l'absence d'impact significatif de la pollution résiduelle sur les eaux souterraines (saumâtres) et superficielles, mais aucune information n'est disponible sur l'état de la nappe au droit de la zone récalcitrante près du massif calcaire. En effet, le traitement a été interrompu fin 2021 et le piézomètre Pz5 qui présentait systématiquement du flottant, est bouché depuis plus de 9 mois sans que l'origine n'ait été recherchée.  L'inspection a constaté lors de la visite que le piézomètre Pz5 n'était ni identifié, ni cadenassé, ni entretenu. Il présentait une légère inclinaison pouvant être le signe d'un choc par un engin. L'inspection demande à ce qu'une inspection vidéo soit réalisée pour déterminer l'origine du bouchage et, le cas échéant, permettre la remise en état du piézo afin de pouvoir le réutiliser (après vérification de son état) compte tenu des données historiques disponibles pour cet ouvrage. Dans le cas où Pz5 ne serait plus utilisable, l'exploitant proposera une alternative pour apprécier l'état de la nappe au pied du massif calcaire, par exemple avec un ouvrage utilisé pour l'écémage passif, en justifiant de la représentativité de ce nouvel ouvrage.  <b>Observation n°2:</b> l'exploitant réalisera une inspection vidéo du piézomètre Pz5 et indiquera sous 1 mois, s'il est possible de le remettre en état, ou, le cas échéant l'alternative retenue pour apprécier la qualité des eaux souterraines au pied du massif calcaire.  Par ailleurs, les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines, réalisés par un nouveau bureau d'études, mentionnent encore en 2023, la présence du traitement par pompage/écémage mis en oeuvre en 2018 qui a été remplacé depuis août 2021 par un dispositif d'écémage passif prescrit par arrêté préfectoral. Les nouveaux rapports devront être corrigés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet